

BCRH & Associés
Commissaire aux Comptes
35, rue de Rome
75008 - PARIS

ARCADE Finance
Commissaire aux Comptes
128, rue de la Boetie
75008 - PARIS

M2i

Société Anonyme au capital de 503 648 €

146/148, rue de Picpus
75012 Paris

333 544 153 R.C.S Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée Générale d'approbation des comptes relative
à l'exercice clos le 31 décembre 2021

À l'Assemblée Générale de la société M2i,

I - Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société M2i relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II – Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

III – Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Changement de méthodes comptables » concernant l'application, à compter de l'exercice 2021, de la méthode comptable de référence relative à la comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires dus aux salariés.

IV - Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- *Évaluation des fonds de commerce et fonds commerciaux*

Les notes de l'annexe intitulées « Immobilisations corporelles et incorporelles » et « Fonds commercial » présentent les modalités retenues par la société pour opérer les tests de dépréciation des fonds de commerce et fonds commerciaux. Nous avons examiné les modalités de mises en œuvre de ces tests, les prévisions de flux de trésorerie, ainsi que la cohérence d'ensemble des hypothèses utilisées et nous avons vérifié que l'annexe aux comptes annuels donne une information appropriée.

- *Évaluation des titres de participation*

Les titres figurant à l'actif du bilan sont évalués selon les modalités présentées dans la note de l'annexe intitulée « Immobilisations financières ». Nous avons procédé à l'appréciation de la méthodologie retenue par la société, vérifié sa correcte application ainsi que le caractère approprié des informations fournies en annexe des comptes annuels

V – Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du Code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du Code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

VI - Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VII - Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 29 avril 2022

BCRH & Associés
Jean-François PLANTIN



Commissaires aux Comptes
Membres de la Compagnie régionale de Paris

ARCADE Finance
Geneviève BRICE





Etats Comptables et Fiscaux

31/12/2021



Bilan



Handwritten signature or mark in blue ink.

Bilan Actif

Période du 01/01/21 au 31/12/21
 Edition du 28/04/22
 Devise d'édition EURO

M2i

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2021	Net (N-1) 31/12/2020
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	816 105	560 428	255 676	393 736
Fonds commercial	988 738		988 738	988 738
Autres immobilisations incorporelles	5 417 482		5 417 482	5 417 482
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	93 427		93 427	34 732
TOTAL immobilisations incorporelles :	7 315 751	560 428	6 755 323	6 834 689
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	53 253	53 253		
Installations techniques, matériel et outillage industriel	1 139 683	928 047	211 637	352 178
Autres immobilisations corporelles	5 672 605	4 463 089	1 209 516	1 181 270
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	6 865 542	5 444 389	1 421 153	1 533 448
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	5 986 251		5 986 251	5 986 251
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	59 769		59 769	33 739
Autres immobilisations financières	574 753		574 753	612 229
TOTAL immobilisations financières :	6 620 773		6 620 773	6 632 219
ACTIF IMMOBILISÉ	20 802 066	6 004 817	14 797 249	15 000 356
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
TOTAL stocks et en-cours :				
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes	16 745		16 745	46 300
Créances clients et comptes rattachés	6 540 724	585 347	5 955 377	6 547 671
Autres créances	17 373 497		17 373 497	10 130 360
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :	23 930 966	585 347	23 345 619	16 724 332
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	3 673 570		3 673 570	3 779 654
Charges constatées d'avance	738 719		738 719	573 542
TOTAL disponibilités et divers :	4 412 288		4 412 288	4 353 196
ACTIF CIRCULANT	28 343 254	585 347	27 757 907	21 077 528
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				

TOTAL GÉNÉRAL	49 145 320	6 590 164	42 555 156	36 977 884
----------------------	-------------------	------------------	-------------------	-------------------

Bilan Passif

M2i

Période du 01/01/21 au 31/12/21
Edition du 28/04/22
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2021	Net (N-1) 31/12/2020
SITUATION NETTE		
Capital social ou individuel dont versé	503 648	494 648
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	12 998 129	13 007 629
Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale	49 465	49 465
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées	30 490	30 490
Autres réserves		
Report à nouveau	(6 150 342)	(1 977 291)
Résultat de l'exercice	(4 101 533)	(3 480 286)
TOTAL situation nette :	3 329 857	8 124 655
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
CAPITAUX PROPRES	3 329 857	8 124 655
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	399 385	427 955
Provisions pour charges	739 976	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 139 361	427 955
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8 709 714	8 925 494
Emprunts et dettes financières divers	16 765 105	6 424 695
TOTAL dettes financières :	25 474 818	15 350 189
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS	52 197	54 201
DETTES DIVERSES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 580 965	6 443 550
Dettes fiscales et sociales	5 503 714	5 256 671
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	461 002	408 385
TOTAL dettes diverses :	12 545 681	12 108 607
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	13 243	12 278
DETTES	38 085 939	27 525 274
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GÉNÉRAL	42 555 156	36 077 884

Compte de Résultat



Compte de Résultat (Première Partie)

M2i

Période du 01/01/21 au 31/12/21
 Edition du 28/04/22
 Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2021	Net (N-1) 31/12/2020
Ventes de marchandises	1 126		1 126	1 275
Production vendue de biens				
Production vendue de services	31 462 807	45 302	31 508 109	25 041 655
Chiffres d'affaires nets	31 463 932	45 302	31 509 234	25 042 930
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			121 999	
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			49 167	103 490
Autres produits			89 769	101 308
PRODUITS D'EXPLOITATION			31 770 169	25 247 728
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises [et droits de douane]			89 620	(28 961)
Variation de stock de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			(1 257)	486
Variation de stock [matières premières et approvisionnements]				
Autres achats et charges externes			23 300 298	19 922 525
TOTAL charges externes :			23 388 661	19 894 050
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			729 780	616 852
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			8 902 151	5 965 356
Charges sociales			3 703 342	2 457 057
TOTAL charges de personnel :			12 605 493	8 422 413
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			656 707	524 272
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			170 800	246 238
Dotations aux provisions pour risques et charges			47 211	
TOTAL dotations d'exploitation :			874 717	770 510
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			226 958	118 006
CHARGES D'EXPLOITATION			37 825 608	29 821 830
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			(6 055 439)	(4 574 102)

Compte de Résultat (Seconde Partie)

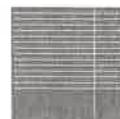
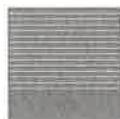
M2i

Période du 01/01/21 au 31/12/21
Edition du 28/04/22
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2021	Net (N-1) 31/12/2020
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(6 055 439)	(4 574 102)
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation	65 646	20 481
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	22 894	1 928
Reprises sur provisions et transferts de charges	53 290	
Différences positives de change	104	1 317
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	141 934	23 726
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		53 290
Intérêts et charges assimilées	234 537	218 254
Différences négatives de change	228	149
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	234 765	271 693
RÉSULTAT FINANCIER	(92 831)	(247 967)
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(6 148 271)	(4 822 070)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	415	589
Produits exceptionnels sur opérations en capital	158 980	
Reprises sur provisions et transferts de charges	38 177	
	197 572	589
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	41 000	4 881
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	174 980	15 191
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	9 607	338 177
	225 587	358 249
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	(28 015)	(357 660)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	(2 074 752)	(1 699 444)
TOTAL DES PRODUITS	32 109 675	25 272 043
TOTAL DES CHARGES	36 211 208	28 752 329
BÉNÉFICE OU PERTE	(4 101 533)	(3 480 286)



Annexe



Handwritten signature in blue ink.

Avant-propos

La présente annexe complète l'information donnée dans les documents financiers de synthèse relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021. L'exercice, d'une durée de 12 mois couvre la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021. L'exercice précédent comportait également 12 mois d'activité.

Le total bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2021 est de 42 555 156 euros et le total du compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, est de 32 109 675 euros, et dégage un résultat négatif de (4 101 533) euros.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels libellés en euros.

Les présents comptes annuels ont été établis le 29/04/22.

Note 1. Présentation de l'activité et des évènements majeurs

1.1 Information relative à la Société et à son activité

Forte de plus de 30 années d'expérience, la société M2i est un acteur de référence dans le domaine de la formation IT, Digital et Management.

Disposant d'un maillage territorial sans égal avec 35 centres répartis sur toute la France, la société M2i dispose d'une capacité unique de déploiement de ses formations aussi bien pour ses clients locaux que pour les plus grands comptes nationaux.

Ses cursus sont proposés sous les modalités pédagogiques les plus modernes dont le blended-learning, les classes virtuelles, les COOC, la gamification et le présentiel.

Chaque session de formation fait l'objet d'évaluations qui s'inscrivent dans une exigence permanente de qualité. M2i est reconnu par le label Grande Ecole du Numérique et a obtenu la certification OPQF.

1.2 Faits caractéristiques de l'exercice

1.2.1 Projet de renforcement capitalistique entre Prologue, O2i et M2i

Le succès de l'opération de renforcement capitalistique initiée par Prologue a été confirmé le 12 août 2021 avec en particulier :

- la réalisation définitive de la fusion-absorption d'O2i par Prologue
- la détention par Prologue de 68,67% du capital de M2i suite à l'OPE

Cette opération globale consistait dans un premier temps en la réalisation d'une offre publique d'échange simplifiée initiée par Prologue sur les actions M2i selon une parité d'échange de 11 actions Prologue contre 1 action M2i apportée (l'« OPE »), qui a été déclarée conforme par l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF ») le 6 juillet 2021 et ouverte du 8 juillet 2021 au 28 juillet 2021. Aux termes de l'avis de résultat publié par l'AMF le 29 juillet 2021, 3 458 673 actions M2i ont été apportées à l'OPE, représentant 68,67% du capital social et 63,25% des droits de vote de M2i au 29 juillet 2021. Prologue a ainsi émis 38 045 403 actions nouvelles au profit des actionnaires de M2i ayant apporté leurs titres à l'OPE. A l'issue de cette OPE, le capital social de M2i était composé comme suit :



Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital social	Nombre de droits de vote théoriques	% des droits de vote théoriques	Nombre de droits de vote exerçables	% des droits de vote exerçables
Prologue	3.458.673	68,67%	3.458.673	63,35%	3.458.673	63,72%
Actionnaires au nominatif	512.718	10,18%	935.431	17,13%	935.431	17,23%
- Dirigeants et salariés	443.108	8,80%	809.546	14,83%	809.546	14,91%
- Autres	69.610	1,38%	125.885	2,31%	125.885	2,32%
Auto-détention	30.938	0,61%	30.938	0,57%	0	0%
Flottant	1.034.156	20,53%	1.034.156	18,94%	1.034.156	19,05%
TOTAL	5.036.485	100%	5.459.198	100%	5.428.260	100%

Dans un deuxième temps, l'opération a consisté en la fusion-absorption d'O2i par Prologue selon une parité d'échange de 8 actions Prologue pour 3 actions O2i (la « Fusion ») qui a été effectivement réalisée le 11 août 2021, quelques jours après le règlement-livraison de l'OPE qui a eu lieu le 6 août 2021. Prologue a ainsi émis 26 328 128 actions nouvelles au profit des actionnaires d'O2i.

La Fusion a été immédiatement suivie d'une réduction de capital réalisée le 12 août 2021 par annulation de 23 789 946 actions auto-détenues par Prologue au résultat de la Fusion, permettant ainsi de reluer tous les actionnaires de Prologue. Cette relution est intervenue après que Prologue ait transféré une quote-part des actions auto-détenues (à savoir 8 292 874 actions Prologue) dans la fiducie qui avait été constituée dans le cadre du rapprochement avec O2i en 2015, de sorte que ladite fiducie détienne à ce jour 9,99% du capital social de Prologue.

A l'issue de cette opération, Georges Seban, Président Directeur Général de Prologue, déclarait : « Cette opération marque une nouvelle étape majeure de notre développement qui se concrétise par un renforcement important de nos actifs, en particulier dans la Formation IT, Digital et Management, activité à fort potentiel de croissance et, complémentaire de nos positions déjà fortes dans les services informatiques, les logiciels et le Cloud. Ce renforcement capitalistique va également nous permettre d'accroître très fortement notre capacité à extérioriser la valeur boursière de notre groupe dont le chiffre d'affaires annuel devrait approcher prochainement les 100 M€. Elle permet aussi de faire des économies de structures et de coûts en supprimant la cotation du groupe O2i. A ce titre, je tiens à remercier tout particulièrement les actionnaires de O2i et de M2i qui ont soutenu favorablement cette opération de renforcement capitalistique et je leur témoigne ma satisfaction de pouvoir les compter désormais parmi les actionnaires de Prologue et de partager avec eux son très fort potentiel de développement et de valorisation ».

1.2.2 Augmentation de capital

Le 19 juillet 2021, le capital social de la société a été augmenté de 9.000,50 € prélevé à due concurrence sur le poste « prime d'apport », à l'effet de porter ledit capital social à un montant de 503.648,50 €.

1.2.3 Attribution d'actions gratuites



Attribution le 22 avril 2021 de 157.000 actions ordinaires existantes ou à émettre de la société M2i (montant à jour au 31 décembre 2021), au profit de salariés ou dirigeants de la Société et/ou de sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L225-197-2 du Code de Commerce.

1.2.4 Evènements significatifs postérieurs à la clôture

Le 18 février 2022, M2i a cédé l'intégralité de sa participation minoritaire dans ECSPLICITE.

Le Conseil d'administration de M2i en date du 29 avril 2022 a approuvé le changement de référentiel comptable français qui sera appliqué dès la production des comptes semestriels clos le 30 juin 2022 (consécutivement au même changement au sein de sa société mère Prologue).

Note 2 Changement de méthode

La société a choisi d'appliquer la méthode de référence selon le PCG 324-1 à savoir la comptabilisation d'une provision pour charge pour la totalité des engagements de retraite et avantages similaires dus aux salariés

La provision enregistrée sur l'exercice d'un montant de 739 976 euros a été comptabilisée pour son montant évalué à l'ouverture par le poste « report à nouveau ». La variation des engagements et avantages a été enregistrée sur l'exercice 2021 en résultat d'exploitation soit une dotation de 47 211 euros.

En 2020 l'information sur les engagements et avantages figurait dans les notes aux annexes financiers pour un montant total de 692 765 euros.

Les modalités de calcul sont précisées dans la note 3 Principes, règles et méthodes comptables.

Note 3. Principes, règles et méthodes comptables

3.1 Principe d'établissement des comptes

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ont été établis en conformité avec les règles et principes comptables français et notamment le règlement ANC 2014-03 relatif au Plan comptable général, modifié par le règlement ANC 2018-01.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;

- Non compensation entre les postes d'actifs et de passif du bilan ou entre les postes de charges et de produits du compte de résultat ;
- Respect de la règle de prudence.

3.2 Immobilisations corporelles

Les valeurs comptables brutes des immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat après déduction des RRR et escomptes obtenus, et frais accessoires directement attribuables aux immobilisations).

Les frais accessoires qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en l'état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue par la direction, sont comptabilisés en charges.

Le coût des emprunts spécifiques à l'acquisition (ou à la production) d'immobilisations est comptabilisé en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- Logiciels informatiques	01 à 03 ans
- Brevets	07 ans
- Agencements, aménagements des terrains	06 à 10 ans
- Constructions	10 à 20 ans
- Agencements et aménagements des constructions	12 ans
- Installations industrielles	05 ans
- Agencements, aménagements, installations	06 à 10 ans
- Matériel de transport	04 ans
- Mobilier de bureau et informatique	03 à 10 ans
- Mobiliers	05 à 10 ans

Une dépréciation est calculée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

3.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles, figurent au bilan à leur coût d'acquisition y compris les fonds commerciaux.

En application des dispositions de l'article 214-3 du PCG, la Société a estimé que les fonds de commerce n'ont pas une durée de vie limitée. A ce titre, ils ne sont pas amortis. Ils font l'objet de tests de valeur au minimum une fois par an, à la clôture de l'exercice. Ce test de dépréciation consiste à comparer la valeur recouvrable de l'ensemble des fonds de commerce à leur valeur nette comptable.

La valeur recouvrable de l'ensemble des fonds de commerce correspond à la valeur d'utilité de l'unité génératrice de trésorerie (UGT), déterminée sur la base de la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés («discounted cash flows » ou DCF) selon les mêmes modalités que pour le test de dépréciation des immobilisations financières.



Un mali technique de fusion d'un montant de 5.417K€ a été inscrit en immobilisations incorporelles et affecté, extra-comptablement, pour sa totalité, au fonds commercial de la société à la suite de rachat de sociétés.

Conformément au règlement ANC 2015-06 la société a affecté le mali technique de fusion aux actifs sous-jacents auxquels ils se rapportent. A l'actif du bilan, les malis techniques sont classés dans la même rubrique que les actifs auxquels ils sont affectés (immobilisations incorporelles, corporelles, financières ou actif circulant, le cas échéant).

A cas présent la totalité du mali technique a été affecté au fonds commercial et ce fonds commercial n'est pas amorti en application de la présomption, prévue par le Plan comptable général, selon laquelle sa durée d'utilisation n'est pas limitée.

Conformément aux modalités de dépréciation des fonds commerciaux, un test de dépréciation est réalisé tous les ans afin d'identifier une éventuelle perte de valeur entraînant le cas échéant une dépréciation.

Le calcul de la valeur d'inventaire du fonds commercial est fondé sur une évaluation basée sur une valorisation de la société selon la méthode DCF puis rapportée à l'actif testé. La valeur d'utilité calculée à la clôture justifie l'absence de dépréciation enregistrée.

3.4 Immobilisations financières

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Le prix d'acquisition des titres tient compte du prix payé lors de l'acquisition mais aussi des éventuels compléments de prix variables définis dans les protocoles d'acquisition. Ces compléments de prix sont inscrits en dettes sur immobilisations.

Les titres de participation sont soumis à un test de valeur annuel, à la clôture de l'exercice. Ce test de dépréciation consiste à comparer la valeur économique de la société à la valeur nette comptable des titres de participation. La valeur de la société correspond à la valeur d'utilité déterminée sur la base de la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés (« discounted cash flows » ou DCF) ajustée du montant de l'endettement net de la filiale considérée. L'évaluation de la valeur d'utilité est effectuée sur la base :

- de paramètres issus du processus budgétaire et prévisionnel, étendus sur un horizon de 4 ans, en fonction de taux de croissance et de rentabilité jugés raisonnables,
- d'un taux de croissance à l'infini qui a été fixé à 1,5% au 31 décembre 2021, sur la base de l'analyse prudente de l'expérience passée et du potentiel de développement futur, - d'un taux d'actualisation (WACC) appliqué aux flux de trésorerie projetés de 12,07% au 31 décembre 2021.

Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable de l'actif et la valeur de la société ainsi déterminée est comptabilisé en priorité en provision pour dépréciation.

3.5 Stocks et Créances

3.5.1 Stocks

Néant



3.5.2 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Certaines créances font l'objet d'une cession à un organisme d'affacturage. Elles sont ainsi déduites du compte client.

3.5.3 Valeurs mobilières de placement

Néant

3.5.4 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie est composée de disponibilités et des concours bancaires.

3.5.5 Provision pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face à des sorties de ressources probables au profit de tiers, sans contrepartie pour la société.

Pour les provisions pour risques la société estime les sorties probables en prenant en compte l'état de la procédure et après avis de son avocat-conseil.

Concernant les provisions pour charge elles concernent principalement :

Engagements pris en matière de retraite :

Le montant des droits acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ à la retraite en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite a fait l'objet de provision dans les comptes au 31/12/2021.

Le montant des engagements de l'entreprise en matière d'indemnités de fin de carrière, selon les éléments démographiques et les paramètres retenus, s'élève au 31/12/2021 à 739.975,73 euros.

Pour déterminer le montant de cette indemnité nous avons utilisé les paramètres techniques suivants :

- table de mortalité : INSEE 2018
- taux d'actualisation : 0,98%
- méthode de calcul : prorata des droits au terme
- initiative de départ : salariés
- âge de départ à la retraite : 60 – 67 ans
- taux d'évolution salariale : 1%
- taux de charges patronales : 42%

3.5.6 Instruments financiers dilutifs

91.000 actions gratuites attribuées en 2020 sont en cours de période d'acquisition au 31 décembre 2021.

157.000 actions gratuites attribuées en 2021 sont en cours de période d'acquisition au 31 décembre 2021.

Note 4. Informations relatives au Bilan

4.1 Etat des Créances et des Dettes

a - Créances clients : Les créances faisant l'objet d'une cession par voie de subrogation à la société d'affacturage ne figurent plus au poste Clients dès leur cession.

Le montant des créances cédées au 31 décembre 2021 s'élève à 6.238 K€ ; la quasi-totalité de ces créances étant assurée par le Factor (GE FACTO France), dans le cadre du contrat Groupe signé le 16 mars 2016 par Prologue (précédemment O2i) pour l'ensemble des entités qu'elle détient.

b - Débiteurs divers : Le poste « débiteurs divers » comprend 1.627 K€ de comptes de Fonds de Garantie auprès de la société d'affacturage, et autres créances indisponibles.

4.2 Charges et produits exceptionnel

Détail du résultat exceptionnel :

Le résultat exceptionnel de < 28.015 € > comprend notamment :

197.572 € de Produits Exceptionnels, composés principalement de :

- 158.980 € de Produit de cession d'éléments d'actif cédés
- 38.177 € de Reprise de Provisions sur litiges commerciaux

225.587 € de Charges Exceptionnelles, composées principalement de :

- 158.980 € de Valeur d'éléments d'actif cédés
- 16.000 € de Provisions sur litiges commerciaux
- 41.000 € de Charges sur Ex. Antérieur
- 9.607 € de Provisions sur charges sociales

Note 5. Informations relatives au compte de résultat

5.1 Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires CAC au titre de l'exercice s'élèvent à 68.080€ dont 9.180 € de facturation des « Services Autres que la Certification des Comptes » (SACC).

	Certif° Comptes	SACC	TOTAL
ARCADE FINANCE	24 000	4 500	28 500
BCRH Associés	31 000	3 120	34 120
	55 000	7 620	62 620

5.2 Transfert de charges

-49.167 € correspondent à des participations aux loyers sur les véhicules

5.3 Reconnaissance du chiffre d'affaires :

Le chiffre d'affaires de M2i Formation est principalement constitué de prestations de formation enregistrées lorsque les sessions de formations sont réalisées ou lorsque le délai d'annulation d'une inscription n'a pas été respecté.

Les produits des activités annexes, correspondant essentiellement à des refacturations de coûts liés aux prestations de services rendus, tels que les frais de déplacements ou de repas, sont reconnus au même rythme que les prestations correspondantes.

Le chiffre d'affaires est indiqué après déduction des escomptes, rabais ou ristournes qui peuvent être accordés aux clients.

Note 6. Engagements financiers et autres informations

6.1 Jetons de présence

L'assemblée générale du 20 juin 2018 a décidé de fixer à dix mille (10.000) euros le montant des jetons de présence à répartir entre les membres du conseil d'administration et/ou des éventuels comités ad hoc au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

6.2 Intégration fiscale

A compter de l'exercice 2011 la société a opté pour le régime d'intégration fiscale pour le groupe, constitué d'elle-même et de sa filiale Scribtel Formation. Cette option a été étendue à sa filiale M2i Tech à compter de l'exercice 2014.

La société applique les règles du droit commun, à savoir, la mère, M2i détenant 100% du capital de ses filiales, est seule redevable de l'IS sur l'ensemble des sociétés figurant dans le périmètre d'intégration.

Au 31/12/21, le groupe constitué de M2i, société mère, et de ses filiales M2i Tech et Scribtel Formation, affiche un résultat fiscal d'ensemble de 1.124.704 €.

Le produit issu de l'intégration fiscale s'élève à 2.113.600 € et provient essentiellement de l'IS qui aurait été dû par la filiale SCRIBTEL FORMATION si elle avait été imposée séparément pour un montant de 7.975.850 €



Immobilisations

M2i

Période du 01/01/21 au 31/12/21
Edition du 28/04/22
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	7 220 823		94 928
TOTAL immobilisations incorporelles :	7 220 823		94 928
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	53 253		
Installations techniques et outillage industriel	1 133 582		6 102
Installations générales, agencements et divers	3 238 948		76 763
Matériel de transport	55 464		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	2 014 178		446 233
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	6 495 424		529 098
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	5 986 251		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	699 258		
TOTAL immobilisations financières :	6 685 509		
TOTAL GÉNÉRAL	20 401 756		624 026

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles			7 315 751	
TOTAL immobilisations incorporelles :			7 315 751	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales			53 253	
Install. techn., matériel et out. industriels			1 139 683	
Inst. générales, agencements et divers			3 315 712	
Matériel de transport			55 464	
Mat. de bureau, informatique et mobil.		158 980	2 301 430	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :		158 980	6 865 542	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations			5 986 251	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières		434 996	634 522	
TOTAL immobilisations financières :		434 996	6 620 773	
TOTAL GÉNÉRAL		593 976	20 802 066	

Amortissements

M2i

Période du 01/01/21 au 31/12/21
 Edition du 28/04/22
 Devise d'édition EURO

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	373 938	174 294		548 232
TOTAL immobilisations incorporelles :	373 938	174 294		548 232
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	53 253			53 253
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel	781 404	146 643		928 047
Inst. générales, agencements et divers	2 412 777	191 698		2 604 475
Matériel de transport	54 072			54 072
Mat. de bureau, informatique et mobil.	1 660 470	144 071		1 804 542
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	4 961 976	482 413		5 444 389
TOTAL GÉNÉRAL	5 335 914	656 707		5 992 621

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier			
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :			
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL			

Provisions Inscrites au Bilan

M2i

Période du 01/01/21 au 31/12/21
Edition du 28/04/22
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				

Provisions pour litiges (1)	427 955	9 607	38 177	399 385
Prov. pour garant. données aux clients				
Prov. pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Prov. pour pensions et obligat. simil.		739 976		739 976
Provisions pour impôts				
Prov. pour renouvellement des immo.				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres prov. pour risques et charges				
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	427 955	749 583	38 177	1 139 361

Prov. sur immobilisations incorporelles	12 196			12 196
Prov. sur immobilisations corporelles				
Prov. sur immo. titres mis en équival.				
Prov. sur immo. titres de participation	10 000			10 000
Prov. sur autres immo. financières	53 290	(53 290)		
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	414 547	170 800		585 347
Autres provisions pour dépréciation				
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	490 033	117 510		607 543

TOTAL GÉNÉRAL	917 988	867 092	38 177	1 746 904
----------------------	----------------	----------------	---------------	------------------



État des Échéances des Créances et Dettes

M2i

Période du 01/01/21 au 31/12/21
Edition du 28/04/22
Devise d'édition EURO

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	59 769		59 769
Autres immobilisations financières	574 753		574 753
TOTAL de l'actif immobilisé :	634 522		634 522
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux	227 575		227 575
Autres créances clients	6 313 149	6 313 149	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	279	279	
État - Impôts sur les bénéfices	666 988	666 988	
État - Taxe sur la valeur ajoutée	1 004 851	1 004 851	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers	265 775	265 775	
Groupe et associés	13 806 791	13 806 791	
Débiteurs divers	1 627 163	1 627 163	
TOTAL de l'actif circulant :	23 912 571	23 684 996	227 575
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	738 719	738 719	
TOTAL GÉNÉRAL	25 285 812	24 423 715	862 097

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine	8 709 714	1 514 565	7 195 149	
Emprunts et dettes financières divers	37 350		37 350	
Fournisseurs et comptes rattachés	6 580 965	6 580 965		
Personnel et comptes rattachés	1 198 058	1 198 058		
Sécurité sociale et autres organismes	1 482 307	1 482 307		
Impôts sur les bénéfices	298 047	298 047		
Taxe sur la valeur ajoutée	2 363 125	2 363 125		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	160 528	160 528		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés	16 727 755	16 727 755		
Autres dettes	461 002	461 002		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	13 243	13 243		
TOTAL GÉNÉRAL	38 032 092	30 799 594	7 232 499	

Fonds Commercial

Période du 01/01/20 au 31/12/20

M2i

Éléments constitutifs du fonds commercial	Montant des éléments				Montant des dépréciations
	Achetés	Réévalués	Reçus en apport	Global	
Fonds de Commerce TEACHWAY	135 784			135 784	
Fonds de Commerce O2i Nord			277 000	277 000	
Fonds de Commerce RAFI			105 204	105 204	
Fonds de Commerce FSI			3 049	3 049	
Fonds de Commerce PCS			75 404	75 404	
Fonds de Commerce NEWPORT			5 452	5 452	
Fonds de commerce NORIA MP	13 000			13 000	
Fonds de commerce NORIA NFC	14 000			14 000	
Fonds de commerce AVOLYS	359 846			359 846	
Autres Fonds de Commerce :			5 417 483	5 417 483	
<i>Mali Technique MBIP</i>			<i>987 770</i>		
<i>Mali Technique A3F</i>			<i>728 230</i>		
<i>Mali Technique RESO93</i>			<i>654 612</i>		
<i>Mali Technique RAFI</i>			<i>747 680</i>		
<i>Mali Technique PCS</i>			<i>493 356</i>		
<i>Mali Technique RESO LILLE</i>			<i>374 742</i>		
<i>Mali Technique FSI</i>			<i>388 653</i>		
<i>Mali Technique LEHAVRE</i>			<i>167 990</i>		
<i>Mali Technique GCF</i>			<i>245 200</i>		
<i>Mali Technique NEWPORT</i>			<i>402 898</i>		
<i>Mali Technique FORMATIC</i>			<i>226 352</i>		
Total Général	522 630		11 301 073	6 406 220	0

Les tests de valorisation et de dépréciation effectués par la société sur les activités de M2i justifient l'appréciation des dites immobilisations.

Ceux-ci ont été testés selon la méthode des DCF décrite dans le chapitre « Règles et méthodes comptables » page 11.

Le résultat de ces tests de dépréciation n'a pas conduit à la reconnaissance de perte de valeur. Par ailleurs, une analyse de sensibilité a aussi été effectuée sur la base de calcul +0.5% sur le taux d'actualisation et +0.5% sur le taux de croissance à l'infini. Ces nouveaux tests n'ont pas fait apparaître de risque complémentaire.

Produits à Recevoir

M2i

Période du 01/01/21 au 31/12/21
Edition du 28/04/22
Devise d'édition EURO

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances	
Créances clients et comptes rattachés	2 844 738
Personnel	
Organismes sociaux	
État	
Divers, produits à recevoir	
Autres créances	519
Valeurs Mobilières de Placement	
Disponibilités	
TOTAL	2 845 257



Charges à Payer

M2i

Période du 01/01/21 au 31/12/21
Edition du 28/04/22
Devise d'édition EURO

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 969 110
Dettes fiscales et sociales	1 778 161
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	13 389
Autres dettes	293 249
TOTAL	4 053 908

Charges et Produits Constatés d'Avance

M2i

Période du 01/01/21 au 31/12/21
Edition du 28/04/22
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	738 719	13 243
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	738 719	13 243



Composition du Capital Social

M2i

Période du 01/01/21 au 31/12/21
Edition du 28/04/22
Devise d'édition EURO

CATEGORIES DE TITRES	Nombre	Valeur nominale
1 - Actions ou parts sociales composant le capital soc. au début de l'exercice	4946480	0,1
2 - Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice	90005	0,1
3 - Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice		
4 - Actions ou parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	5036485	0,1

Ventilation de l'Impôt sur les Bénéfices

M2i

Période du 01/01/21 au 31/12/21
Edition du 28/04/22
Devise d'édition EURO

RÉPARTITION	Résultats avant impôts	Impôts
Résultat courant	(6 148 271)	
Résultat exceptionnel (hors participation)	(28 015)	
Résultat comptable (hors participation)	(6 176 285)	



Effectif Moyen

M2i

Période du 01/01/21 au 31/12/21
Edition du 28/04/22
Devise d'édition EURO

EFFECTIFS	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	51	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	124	
Ouvriers		
TOTAL	175	



Crédit-Bail

M2i

Période du 01/01/21 au 31/12/21
 Edition du 28/04/22
 Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Terrains	Constructions	Installations matériel outillage	Autres	Total
Valeur d'origine				2 625 896	2 625 896
Amortissements :					
- cumuls exercices antérieurs				1 945 695	1 945 695
- dotations de l'exercice				292 706	292 706
TOTAL				387 495	387 495

REDEVANCES PAYÉES :					
- cumuls exercices antérieurs				1 938 565	1 938 565
- dotations de l'exercice				295 324	295 324
TOTAL				2 233 889	2 233 889

REDEV. RESTANT À PAYER :					
- à un an au plus				240 930	240 930
- à plus d'un an et cinq ans au plus				151 076	151 076
- à plus de cinq ans					
TOTAL				392 006	392 006

VALEUR RÉSIDUELLE					
- à un an au plus				4	4
- à plus d'un an et cinq ans au plus					
- à plus de cinq ans					
TOTAL				4	4

Mont. pris en charge dans l'exercice					308 437
--------------------------------------	--	--	--	--	---------

Rappel : Redevance de crédit bail					308 437
-----------------------------------	--	--	--	--	---------

Engagements Financiers

au 31/12/21

M2i

ENGAGEMENTS DONNES	Montant
Nantissement DAT auprès de la BNP	220 525
Avals et cautions auprès de la BNP	441 050
Nantissement FDC au profit de la BNP en garantie du prêt du même montant financé par :	750 000
Emprunts en cours :	8 696 325
CIC - 500.000€ - Échéance 31/07/23 - Capital restant dû au 31/12/21 :	293 350
CIC - 500.000€ - Échéance 31/07/24 - Capital restant dû au 31/12/21 :	311 102
CIC - 500.000€ - Échéance 04/09/24 - Capital restant dû au 31/12/21 :	404 373
BPI - 2.500.000€ (Prêt ATOUT) - Échéance 27/05/25 - Capital restant dû au 31/12/20	2 187 500
CIC - 2.500.000€ (PGE) - Échéance 10/05/26 - Capital restant dû au 31/12/21 :	2 500 000
BRED - 1.000.000€ (PGE) - Échéance 30/07/26 - Capital restant dû au 31/12/20 :	1 000 000
SG - 1.000.000€ (PGE) - Échéance 25/12/26 - Capital restant dû au 31/12/20 :	2 000 000
Autres engagements donnés :	5 363 303
Crédits-Bails équipements pédagogiques	392 006
LLD Véhicules	231 410
Locations immobilières	4 739 887
Total Général	15 471 203

ENGAGEMENTS RECUS	Montant	Montant
- La société O2i s'est portée caution personnelle et solidaire de M2i au profit de SCPI France Investipierre dans le cadre du bail commercial prenant effet le 1er juin 2013 entre M2i (preneur) et SCPI France Investipierre (Bailleur) pour les locaux sis 9 rue Graham Bell - 57070 Metz		
- Garantie bancaire reçue de la Banque Rothschild en cas de rachat des 34% de parts de la société ECSPLICITE		500 000
Total Général		500 000



Eléments Relevant de Plusieurs Postes du Bilan

M2i

Période du 01/01/21 au 31/12/21
 Edition du 28/04/22
 Devise d'édition EURO

POSTES DU BILAN	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou créances représentées par effets de commerce
	Liées	Avec lesquelles la société à un lien de participation	
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations	5 986 025		
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés			
Autres créances	13 806 791		
Capital souscrit appelé, non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers	16 727 755		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			12 106
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			



Ventilation du Chiffre d'Affaires Net

M2i

Période du 01/01/21 au 31/12/21
Edition du 28/04/22
Devise d'édition EURO

RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ	Montant
PRESTATIONS DE SERVICES	31 092 268
VENTES DE MARCHANDISES	1 126
PRODUITS ACTIVITES ANNEXES	415 840
TOTAL	31 509 234

RÉPARTITION PAR MARCHÉ GÉOGRAPHIQUE	Montant
FRANCE	31 463 932
UE	20 102
EXPORT	25 200
TOTAL	31 509 234

Rémunération Globale et par Catégorie des Dirigeants

M2i

Période du 01/01/21 au 31/12/21
Edition du 28/04/22
Devise d'édition EURO

RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS	Montant
Des organes d'administration	
Des organes de direction et de surveillance	
	TOTAL

Identité des Sociétés Mères Consolidant les Comptes de la Société

M2i

Période du 01/01/21 au 31/12/21
Edition du 28/04/22
Devise d'édition EURO

DÉNOMINATION SOCIALE	Forme	Au capital de	Ayant son siège social à
PROLOGUE	SA	26 773 411	101 Av. Laurent Cély 92230 GENNEVILLIERS



Liste des Filiales et Participations

M2i

Période du 01/01/21 au 31/12/21
 Edition du 28/04/22
 Devise d'édition EURO

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capitaux propres	Quote-part du capital détenue en pourcentage	Résultat du dernier exercice clos
A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS			
1. filiales (Plus de 50% du capital détenu)			
SCRIBTEL Formt°	22 008 870	100	5 918 689
M2i Tech	(1 314 003)	100	(637 563)
2. participations (10 à 50% du capital détenu)			
M2i Form° Spain	NC	34	(84 215)
Ecsplcrite	1 900 987	34	240 255
Devup	(7 617)	34	(18 785)
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS			
1. filiales non reprises en A:			
- françaises			
- étrangères			
2. participations non reprises en A:			
- françaises			
- étrangères			



Accroissements et Allègements Dettes Futures d'Impôts

M2i

Période du 01/01/21 au 31/12/21
 Edition du 28/04/22
 Devise d'édition EURO
 Taux prévisionnel d'imposition :

NATURE DES DIFFÉRENCES TEMPORAIRES	Montant
Accroissements Provisions règlementées : - amortissements dérogatoires - provisions pour hausse des prix - provisions pour fluctuation des cours Autres :	

TOTAL DES ACCROISSEMENTS	
---------------------------------	--

Allègements Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation : - pour congés payés - participation des salariés Autres :	
--	--

TOTAL DES ALLÈGEMENTS	
------------------------------	--

Déficits reportables (1)	1 102 862
Moins-values à long terme	

(1) La totalité des déficits reportables est antérieure à l'intégration fiscale (exercice 2013).